

**CONSEIL MUNICIPAL du 12 décembre 2017 - 18heures30**  
**Compte-Rendu sommaire**

**16 présents, 7 absents excusés** [Jean-Bernard Yannic (procuration à Rémy Strullu); Françoise Bocquet (procuration à Jean-François Jaffry), Michèle Rousseau (procuration Bénédicte Darras), Véronique Le Scaon (procuration à Pierre Plouzenec); Brigitte Brémaud (procuration à Marie-Christine Camenen); Claudie Guénolé (procuration à Philippe Sandrin), Monique Monfort (procuration à Thierry Sclaminec)], Yvan Guichaoua, absent démissionnaire.

Le Maire, Pierre Plouzenec, procède à l'élection d'un secrétaire de séance : Thomas Le Reun est élu. Puis, à la suite de la démission d'Yvan Guichaoua, il informe l'assemblée avoir procédé à l'installation d'une nouvelle conseillère municipale : Monique Monfort, absente excusée.

Le maire propose à l'assemblée de procéder à l'ajout d'un point à l'ordre du jour : une décision modificative au budget général. Le conseil municipal approuve à l'unanimité (23 pour)

#### **0. Compte rendu du Conseil municipal du 10 octobre 2017**

Pierre Plouzenec, le Maire fait lecture du compte-rendu du conseil municipal du 10 octobre 2017, qui est adopté à l'unanimité (21 pour, 2 abstentions - Claude Conrod, Jocelyne Kervella-Lainé).

#### **1. Élection d'un membre au CCAS**

Le Maire, Pierre Plouzenec, informe que la démission d'Elyane Le Bléis, conseillère municipale également membre élue du CCAS (Centre Communal d'Action Sociale) engendre, conformément à la réglementation, l'élection d'un nouveau membre issu du conseil municipal. Il sollicite alors les candidatures dans l'assemblée, puis procède aux votes. Monique Monfort, absente excusée s'est déclarée candidate.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré (22 pour, 1 abstention - Jocelyne Kervella-Lainé) nomme Monique Monfort membre du CCAS.

#### **2. Constitution des commissions (modification)**

Le Maire, Pierre Plouzenec, rappelle qu'à la suite des démissions d'Elyane Le Bléis et d'Yvan Guichaoua, c'est Monique Monfort qui est inscrite au tableau du conseil municipal et il propose de procéder à une mise à jour de la constitution des commissions municipales *Action sociale et affaires scolaires* et *Vie associative et sportive*, pour y intégrer la nouvelle conseillère.

Après en avoir délibéré (21 pour, 2 abstentions (Claude Conrod et Jocelyne Kervella-Lainé)), les commissions sont modifiées en conséquence, les autres commissions municipales restent inchangées.

#### **3. Rénovation de la mairie et réseau de chaleur - dossier subvention DETR FSIL**

Le Maire, Pierre Plouzenec, expose le projet de rénovation du bâtiment de la mairie. Il informe que la SAFI (Société d'Aménagement du Finistère) a été retenue à l'issue de la consultation pour la recherche d'un programmiste et il explique les possibilités de solliciter des subventions au titre de la DETR (Dotation d'Équipement des Territoires Ruraux) et du FSIL (Fonds de Soutien à l'Investissement Local). En effet, ce projet rentre dans les opérations relevant d'une priorité 1 : *construction ou rénovation de bâtiments communaux ou communautaires, intégrant la mise aux normes d'accessibilité ainsi que l'ensemble de travaux liés aux économies d'énergie*.

Il présente ensuite le plan de financement :

Plan de financement :

Coût total (HT) : 1 800 000 €

Assistance Maîtrise d'œuvre	30 000 €
Travaux et maîtrise d'œuvre	1 700 000 €
Études annexes	
(géomètre, SPS, coordination, ...)	20 000 €
Divers :	40 000 €
Imprévus, Actualisation	10 000 €

Participation DETR :	400 000 €
Participation FSIL :	500 000 €
Autofinancement :	900 000 €
TVA :	360 000 €

Pierre Plouzennec, le Maire, présente le second dossier, afférant à la création d'un réseau de chaleur entre le bâtiment de la mairie et celui de Jules Ferry et le propose également au titre de la DETR et FSIL, en priorité n°1 : *ensemble des travaux liés aux économies d'énergie*. Une étude de faisabilité a été réalisée en 2015 et réactualisation cette année par QCD. Le projet financier est le suivant :

Maîtrise d'œuvre	10 000 €	Participation DETR :	36 000 €
Acquisition	40 000 €	Participation FSIL :	36 000 €
Réseau	30 000 €	Autofinancement :	18 000 €
VRD, ss-stations	8 000 €		
Divers	2 000 €		
Coût total (HT) :	90 000 €	Coût total (HT) :	90 000 €
		TVA :	18 000 €

Après en avoir délibéré, le conseil municipal valide (21 pour, 2 contre - Claude Conrod et Jocelyne Kervella-Lainé) les projets et plans de financement tels que présentés, autorise le Maire à présenter des demandes de subventions au titre de la DETR et du FSIL, et prévoit la dépense budgétaire.

#### **4. Rénovation de la mairie - Constitution d'un COPIL**

Le Maire Pierre Plouzennec, propose dans le cadre de la rénovation de la mairie de constituer un COPIL (Comité de Pilotage) qui assistera aux différentes réunions durant les études et chantier.

Sont candidats, Pierre Plouzennec, Jean-Bernard Yannic, Rémy Strullu, Annie Marzin, Alain Olivier, Marie-Christine Camenen et Jocelyne Kervella-Lainé (7 candidats).

Après en avoir délibéré, à l'unanimité (23 pour), le conseil municipal valide la constitution du COPIL.

#### **5. Rapport d'activités du SDEF (Syndicat Départemental d'Energie de d'Equipement du Finistère)**

Le Maire, Pierre Plouzennec, présente le bilan de l'année 2016 du SDEF, et propose de valider le document qui a été communiqué à tous les conseillers.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré (21 pour et 2 contre -Claude Conrod et Jocelyne Kervella-Lainé) approuve le rapport d'activités tel que présenté.

#### **6. Rapport d'activités de la Communauté de Communes et du CIAS (Centre Intercommunal d'Action Sociale)**

Le Maire, Pierre Plouzennec, présente à l'assemblée le rapport d'activités de la communauté de communes du Haut Pays Bigouden et le CIAS dont tous les conseillers ont eu connaissance préalablement, il soumet ensuite au vote de l'assemblée.

Après en avoir délibéré, le conseil municipal valide à l'unanimité (23pour) les rapports présentés.

#### **7. Évolution des compétences CCHPB**

Le Maire, Pierre Plouzennec, informe que le conseil communautaire a validé le 30 novembre dernier la modification de ses statuts pour intégrer notamment la compétence obligatoire GEMAPI (Gestion des Milieux Aquatiques et Prévention des Inondations), conformément aux lois ALUR (Accès au Logement et un Urbanisme Rénové) et NOTRe (Nouvelle Organisation Territoriale de la République) et confirmer l'option optionnelle de la compétence assainissement jusqu'en 2020, date à laquelle la compétence eaux pluviales, liée à la compétence assainissement sera intégrée.

Il précise que ce projet de modification (intégration de 9 compétences sur 12 listées) permet de garantir le bénéfice d'une Dotation Globale de Fonctionnement (DGF) bonifiée.

Il soumet ensuite, conformément à la réglementation, la proposition d'évolution des statuts de la communauté au vote du conseil municipal qui est adoptée à l'unanimité (23 pour).

## 8. Décisions modificatives

### - Budget Avel-Dro

Le Maire, Pierre Plouzennec, présente à l'assemblée le projet de décision modificative du budget Avel-Dro qui a été voté par le conseil municipal le 3 avril 2017. En effet, le montant prévisionnel n'est pas suffisamment alimenté dans le chapitre 012 - charges à caractère général, la facture relative aux dépenses d'énergie étant plus élevée que le montant prévu initialement. En contrepartie, le centre culturel a réalisé de plus nombreuses locations cette année, ce qui permet d'amender le chapitre 70 - Produits des services, du domaine et ventes diverses, pour un montant équivalent, soit 2 000 €.

*Dépenses de Fonctionnement - chapitre 012 - charges à caractère général*

60612 Energie - électricité : + 2 000 €

*Recettes de Fonctionnement - chapitre 70 - Produits des services, du domaine et ventes diverses*

7083 Locations diverses: + 2 000 €.

Le reste du budget est inchangé, le total en Dépenses et en Recettes se monte à 37 629,01€.

Après en avoir délibéré, le conseil municipal (21 pour et 2 contre - Claude Conrod et Jocelyne Kervella-Lainé)

### - Budget Général

Le Maire, Pierre Plouzennec présente ensuite la seconde décision modificative qui concerne le budget général de la commune. Il s'agit d'abonder le chapitre 16 - article 1645 dépôts et cautionnement et de les ôter au chapitre 20 - article 2051 concession de droits (achat de logiciel) pour un montant de 350 €. Le conseil municipal, après en avoir délibéré (23 pour) approuve à l'unanimité la proposition et l'adopte en l'état.

## 9. Tarifs périscolaires 2018

Gaby Peton, adjointe à l'action sociale et aux affaires scolaires, présente une proposition de modification de la tarification basée sur la modulation des tarifs en fonction du quotient familial (QF), validée en conseil municipal le 3 avril dernier. En effet, la CAF (Caisse d'Allocations Familiales du Finistère) nous a fait savoir qu'un des tarifs ne correspondait pas à leurs critères et il convient de mettre à jour. Ainsi le tarif pour les séjours accessoires à l'ALSH (Accueil de Loisirs Sans Hébergement) deviendrait :

	Pour 1 nuitée
QF 1 : inférieur ou égal à 500	12,00 €
QF 2: de 501 à 700	14,00 €
QF 3 : de 701 à 850	19,00 €
QF4 : de 851 à 1100	24,50 €
QF 5 : au-delà de 1100	30,00 €

Le tarif s'entend en fonction des nuitées et journées d'ALSH. Aussi, pour un séjour de 5 jours et 4 nuitées, convient-il d'additionner le tarif de 4 nuitées et d'une journée d'ALSH en fonction des QF.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré décide à l'unanimité (23 pour) d'appliquer le tarif tel que présenté.

## 10. Marché Public : Assurances

Le Maire, Pierre Plouzennec, présente à l'assemblée les conclusions de la consultation pour le marché public de contrat d'assurances à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018.

La meilleure offre a été présentée par la Compagnie Groupama et sont les suivants (TTC) :

Lot 1 : multirisque	10 612,93 €
Lot 2 : flotte	7 899,72 €
Lot 3 : CCAS	304,77 €

Après en avoir délibéré (21 pour et 2 abstentions - Claude Conrod et Jocelyne Kervella-Lainé), le conseil municipal autorise le Maire à signer le marché tel que présenté et prévoit la dépense budgétaire.

#### **11. Avenant voirie - cadre de vie**

Le maire, Pierre Plouzenec, rappelle la décision du conseil municipal du 3 octobre 2016 concernant l'intervention des services de la Commune sur les Routes d'Intérêt Communautaire (RIC), qui fait l'objet d'un remboursement par la Communauté de Communes à la Commune, pour les frais de fonctionnement engagés. Il s'effectue sur la base d'un coût unitaire auquel il est appliqué un nombre d'unité de fonctionnement exprimé en heures. Il revient au Conseil Municipal d'en fixer les tarifs.

	€/heure	
main d'œuvre	25	
pelle	25,5	
tracteur	25,5	Pour l'année 2017, le montant s'élève à 50 079,81 €
camion	26	
épareuse	25,5	
tondeuse	25,5	

Après en avoir délibéré, le conseil municipal (22 pour, 1 abstention - Jocelyne Kervella-Lainé) valide le projet et autorise le Maire à signer la convention.

#### **12. Convention de gestion des Autorisations du Droit du Sol - CCPBS**

Annie Marzin, adjointe à l'urbanisme et à l'environnement, propose, suite à la suppression du service instructeur de la communauté de communes du Haut Pays Bigouden, de conventionner avec le Service d'Instruction des Autorisations du Droit du Sol (SIADS) de la Communauté de Communes du Pays Bigouden Sud pour les Certificats d'urbanisme opérationnels, les permis d'aménager et les permis de construire. Le reste des autorisations d'urbanisme continueront d'être étudié en Mairie. Le projet de convention a été transmis à l'ensemble des conseillers.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré valide à l'unanimité (23 pour) la convention et autorise le Maire à signer le document tel qu'il a été présenté et prévoit la dépense budgétaire.

#### **13. Convention Conseil en Energie Partagée (CEP) - Quimper Cornouaille Développement (QCD)- Renouvellement**

Le Maire, Pierre Plouzenec, rappelle que le conseil municipal avait conventionné avec Quimper Cornouaille Développement (QCD) pour bénéficier de Conseils en Énergie Partagée (délibération du 22 janvier 2015). Dans les principales missions, on trouve le suivi des consommations d'eau et d'énergie du patrimoine communal, des propositions d'actions d'amélioration réalisables et pertinentes, un accompagnement de la commune dans ses projets de construction, de rénovation, d'énergies renouvelables, ainsi qu'une information et une sensibilisation au sujet. Il propose au conseil municipal de renouveler la convention pour 3 ans. Le coût du service s'élève à 1,15 par habitant par an pour 2018.

Après en avoir délibéré (21 pour, 2 contre - Claude Conrod et Jocelyne Kervella-Lainé), le conseil municipal valide la convention, autorise le Maire à la signer et prévoit la dépense au budget.

#### **14. Convention Temps d'activités périscolaires**

Gaby Peton, adjointe à l'action sociale et aux affaires scolaires, propose une nouvelle organisation pour le service périscolaire de la Commune quant aux Temps d'activités périscolaires (TAP) pour les enfants de l'école publique Georges Le Bail. L'Ulamir-du-Goyen mettait à disposition de la commune des animateurs, permettant ainsi de diversifier le choix des activités proposées. Suite au désengagement de l'Etat quant aux contrats aidés, l'association n'est plus en mesure de nous accompagner autant qu'elle ne le faisait : uniquement 3 heures hebdomadaires en périodes scolaires pour un montant de 32€ l'heure. Aussi, le service périscolaire s'est-il tourné vers l'association RTGB (Rama Thai Boxing Gym) qui présente des garanties identiques en termes de compétences et qui est en capacité de faire intervenir trois heures par semaine scolaire, pour un montant de 30 € de l'heure. Les deux associations sont

conventionnées CAF. L'Ulamir propose également une activité RAM (Relais Assistantes Maternelles) deux séances par mois pour un montant annuel de 3 200 €.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré (21 pour et 2 contre - Claude Conrod et Jocelyne Kervella-Lainé) approuve les conventions présentées et autorise le Maire à les signer, puis prévoit la dépense budgétaire.

#### **15. Convention hébergement Pierre Trépos / collège**

Le Maire, Pierre Plouzenec, rappelle que le Collège Henri Le Moal de Plozévet accueille des élèves en internat. Cependant, par deux fois, leur système de sécurité incendie (SSI) s'est trouvé défectueux, rendant impossible le séjour des enfants dans les locaux. Il a été proposé de mettre à disposition l'hébergement de l'espace municipal Pierre Trépos le temps de la réalisation des travaux. Le ménage et l'entretien est effectué par le personnel du collège. Une convention est proposée, incluant un montant forfaitaire de 70€ la semaine, couvrant les frais de fluide.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré, autorise à l'unanimité (23 pour) le Maire à appliquer le tarif forfaitaire hebdomadaire de 70 € pour couvrir les consommations énergétiques et autorise le Maire à signer les conventions correspondantes.

#### **16. Convention logement SNSM**

Philippe Sandrin, adjoint à la culture et à la communication, rappelle le fonctionnement mis en place pour offrir une surveillance des plages l'été avec des sauveteurs de la SNSM (Société Nationale de Secours en Mer). Si les rémunérations sont prises en charge par la communauté de communes au titre des dépenses liées au cadre de vie, l'hébergement des saisonniers reste à la charge des communes. C'est le lycée Jean Moulin qui met les chambres à disposition et les repas se font dans des espaces loués à la commune de Plouhinec pour un montant de 2,5€ par jour et par sauveteur.

Après en avoir délibéré, le conseil municipal autorise à l'unanimité (23 pour) le Maire à signer la convention en découlant et prévoit la dépense au budget.

#### **17. Trésor Public - indemnité perceuteur**

Le Maire, Pierre Plouzenec, rappelle que la Trésorerie de Plogastel-Saint-Germain a fermé ses portes depuis un an et que la commune dépend désormais de celle de Pont-L'Abbé. Le Trésorier Principal sollicite le conseil municipal pour délibérer sur l'attribution des indemnités de conseil, allouées aux comptables du Trésor chargés des fonctions de Receveurs des communes, conformément à l'arrêté interministériel du 16 décembre 1983. Pour Plozévet, le montant s'élève à 500€ pour l'année 2017.

Le maire se propose de soumettre à l'association des maires du Finistère pour demander à faire évoluer le système, car il trouve le principe d'un autre temps, d'autant plus qu'il est demandé aux collectivités de faire des efforts en matière de dépenses de fonctionnement.

Après en avoir délibéré, le conseil municipal (7 pour - Pierre Plouzenec, Gaby Peton, Rémy Strullu, Yves Gouesse, Jean-François Jaffry, 9 abstentions, 4 contre - Jean-Paul Kerveillant, Alain Olivier, Claude Conrod et Jocelyne Kervella-Lainé) autorise le Maire à verser l'indemnité au perceuteur et prévoit la dépense au budget.

#### **18. Attribution d'une subvention - Redadeg**

Rémy Strullu, adjoint à la vie associative et sportive, propose de renouveler la participation de la commune à la Redadeg, en faisant l'acquisition d'un kilomètre à 200€. La Redadeg, c'est une course relay en faveur de la langue bretonne, qui se déroulera du 4 au 12 mai 2018 en partant de Quimper jusqu'à Plouguerneau et qui passera à Plozévet le 5 mai à 7 h30 le matin.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré valide à l'unanimité (23 pour) la proposition et prévoit l'inscription budgétaire.



### 19. Attribution d'une subvention - AMPB

Gaby Peton, adjointe à l'action sociale et aux affaires scolaires, rappelle que la commune accueille depuis plusieurs mois une famille originaire de Syrie ; elle est accompagnée par l'AMPB (Association des Migrants en Pays Bigouden). Elle informe ensuite que l'Etat alloue une subvention aux propriétaires des logements accueillants et que pour Plozévet, elle se monte à 8 000 €. Le bureau municipal propose de reverser ce montant à l'association après avoir déduits les frais engagés pour la mise aux normes de l'appartement (2 136,39 €).

Jean-Marc Jaouen, suggère de verser l'intégralité de la subvention à l'association Coalia ou à l'AMBP, les frais de mise aux normes étant amortis par les loyers perçus. Le Maire préconise, comme il a été prévu dès l'origine, de déduire le montant des frais, le loyer étant lui-même relativement modique.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré (21 pour, 2 contre- Claude Conrod et Jocelyne Kervella-Lainé), est favorable à verser à l'association AMPB, le montant de 5 863,61 € et prévoit la dépense au budget.

### 20. Motion pour le maintien du lycée Jean Moulin

Le Maire, Pierre Plouzennec, informe que la Région Bretagne a annoncé la fermeture du lycée professionnel public Jean Moulin de Plouhinec. Une manifestation s'est tenue le samedi 2 décembre pour demander son maintien.

Après en avoir délibéré (23 pour) l'assemblée délibérante décide de rédiger une motion pour demander la continuité de l'enseignement au lycée de Plouhinec et de l'adresser au président de la Région.

*Les diverses informations et dates, notamment les opérations de recensement, sont également portées à la connaissance des élus et la séance est levée à 20h00.*

*VU pour être affiché le 13 décembre 2017  
conformément à l'article 2121-25 du code général des  
collectivités territoriales,*

*Le Maire, Pierre Plouzennec*

